

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	1/42

Pouvoir adjudicateur  
IFP Energies Nouvelles  
1 et 4, Avenue de Bois-Préau  
92852 Reuil-Malmaison Cedex

\*\*\*\*\*

## MARCHE DE FOURNITURE

\*\*\*\*\*

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

#### (C.C.A.P)

*Elaboré en application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021*

\*\*\*\*\*

### Affaire N°458254-25-CFO-RU/SOL Fourniture Produits Organiques et Minéraux

\*\*\*\*\*

**CCAG Fournitures courantes et services approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021**

**Appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique**

---

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	2/42

## Table des matières

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
1.1. Objet de l'accord-cadre .....	6
1.2. Périmètres de l'accord-cadre .....	6
1.2.1 Procédure de passation.....	6
1.2.1 Allotissement.....	6
1.3 Forme de l'accord-cadre.....	6
1.4 Fournitures similaires .....	7
2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	7
2.1 Durée du marché .....	7
2.2 Reconduction .....	7
3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
3.1 Les pièces contractuelles.....	7
3.2 Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre .....	9
4. CONSTITUTION ET UTILISATION DE LA PARTIE CATALOGUE DES PRODUITS.....	9
5. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	9
5.1. Dispositions générales .....	9
5.2. Changement définitif ou temporaire de référence à l'initiative du Titulaire .....	10
5.3. Conditions de Livraison .....	10
5.4. Emballage et transport jusqu'au déchargement .....	11
5.4.1. Les emballages .....	11
5.4.2. Le transport.....	11
5.4.3 Organisation et Moyens logistiques y compris pour le déchargement.....	11
5.4.5 Développement durable.....	12
6 ORGANISATION ET GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE.....	12
6.1. Opérations de vérification .....	12
6.2. Vérifications quantitatives .....	13
6.3. Vérifications qualitatives .....	13
6.4. Défauts d'exécution .....	14

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	3/42

6.5. Rupture de stock .....	14
6.6. Garantie et rappel de produits .....	15
6.7. Protection de la main-d'œuvre.....	15
6.8. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé .....	16
7. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION .....	16
7.1 Modalités de computation des délais.....	16
7.2 Forme des notifications et informations.....	17
7.3 Prolongation des délais d'exécution .....	17
8. BONS DE COMMANDE.....	17
8.1 Généralités.....	17
8.2 Durée de bons de commande .....	18
8.3 Validité du bon de commande .....	18
8.4 Suspension, annulation d'un bon de commande .....	19
8.5 Modification d'un bon de commande .....	19
9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN.....	19
9.1 Obligations générales du Titulaire .....	19
9.1.1. Obligation de résultat .....	19
9.1.2. Qualité des Prestations de fourniture .....	20
9.1.3. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde.....	20
9.1.4. Participation aux réunions obligatoires – Opérations de suivi de marché.....	21
9.1.5. Aide au suivi financier du marché .....	22
9.1.6. Modalités d'évolution de la partie catalogue en cours de marché.....	23
9.1.7. Protection de l'environnement.....	24
9.1.8. Transfert d'activité .....	24
9.1.9. Certificats .....	25
9.2 Obligations générales de l'Acheteur.....	25
10. PRIX.....	26
10.1. Contenu du prix .....	26
10.2. Modalités de révision .....	27
10.3. Clause butoir .....	27
11. CLAUSE DE REEXAMEN .....	28
11.1. Ajout/remplacement de références du BPU/catalogue .....	28

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	4/42

11.2 . Autres cas .....	28
11.3. Modalités .....	29
12. MODALITES DE REGLEMENT .....	31
12.1 Modalités de facturation.....	31
12.2. Délai global de paiement.....	32
12.3. Avances et acomptes .....	33
13.PENALITES.....	33
13.1 Pénalités retard de livraison.....	33
13.2. Autre pénalités applicables .....	34
13.3 Manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé.....	35
14.ASSURANCE .....	35
15.FORCE MAJEURE.....	36
16.CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE .....	37
16.1. Confidentialité .....	37
16.2. Traitement des données à caractère personnel.....	39
16.3. Déontologie.....	39
17. RESILIATION .....	40
17.1 Exécution aux frais et risques du titulaire .....	40
17.2. Perte d'exclusivité.....	40
18. PUBLICITE ET REFERENCES .....	41
19. POUVOIR DE SIGNATURE.....	41
20. LANGUES.....	41
21. NON VALIDITE PARTIELLE .....	41
22. TITRES .....	41
23. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	41
24. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	42

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	5/42

## PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Dispositions générales

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est établi par référence au Cahier des Charges Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS).

Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

### Présentation de l'Acheteur

IFP Énergies nouvelles (ci-après « IFPEN »), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat ; environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon).

### Contexte législatif et réglementaire

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

NOTA : le titulaire du présent accord-cadre est d'ores et déjà informé du changement d'appellation et du nom commercial du maître d'ouvrage qui interviendra selon toute vraisemblance en cours d'exécution. L'IFPEN signalera au titulaire, par décision unilatérale modificative de l'accord-cadre, ce changement dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant qu'il ne devienne effectif. Les parties au présent accord-cadre conviennent qu'une telle modification est sans incidence sur les conditions financières et techniques de l'accord-cadre et ne nécessitera pas la passation d'un avenant.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	6/42

# 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

## 1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet : « Fourniture de produits organiques et minéraux des sites IFPEN de Rueil-Malmaison et Solaize ».

Les spécifications des fournitures sont détaillées à l'article B du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et BPU.

La liste principale des références susceptibles d'être commandées dans le cadre du présent accord-cadre figure dans le bordereau des prix (BPU), et est complétée par une partie catalogue (Cf article 4 du CCAP). Les familles de produits obligatoirement représentées dans la partie catalogue sont spécifiées à l'article B du CCTP.

## 1.2. Périmètres de l'accord-cadre

### 1.2.1 Procédure de passation

Le présent accord cadre a été passé selon une procédure d'Appel d'Offres Ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 du Code de la commande publique.

### 1.2.1 Allotissement

La procédure, objet du présent accord-cadre, n'a pas fait l'objet d'un découpage en lot.

## 1.3 Forme de l'accord-cadre

Les prestations du contrat sont conclues sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, selon les engagements suivants :

- Minimum : sans minimum.
- Maximum sur la durée totale du contrat, toutes reconductions comprises : 1 200 000 € (soit 600k€/an)

Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande successifs, à la survenance des besoins.

L' accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'IFPEN à l'exclusion d'une modification de ce même montant en application de l'article 11 du présent document.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	7/42

#### 1.4 Fournitures similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à l'accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de fournitures similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces fournitures seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'accord-cadre compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles fournitures qu'il s'agit de confier au Titulaire.

## 2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée **d' un (1) ans ferme**. A la date anniversaire de l'accord-cadre, il est **reconductible tacitement une (1) fois**, pour une durée d'un an, sans que sa durée ne puisse excéder deux (2) ans.

### 2.2 Reconduction

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le Titulaire est informé par courrier par l'Acheteur au moins deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction de l'accord-cadre.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

## 3.PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Les pièces contractuelles

Cet article déroge à **l'article 4.1** du CCAG-FCS.

L'accord-cadre est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière : le bordereau de prix unitaires identifiant les principales références commandées régulièrement et dans des proportions volumétriques jugées significatives pour IFPEN et identifiant les conditions de livraisons.
- L'acte de mise au point le cas échéant.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), éventuellement modifié en cours de publication
- Le Cahier des Charges (CDC), éventuellement modifié en cours de publication du présent accord-cadre

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	8/42

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent accord-cadre, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre du Titulaire valant engagement contractuel comprenant en plus du cadre de réponse technique l'ensemble des documents de report ou annexés produits par le titulaire
- Les bons de commandes.
- Le code de conduite anti-corruption d'IFPEN.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès d'IFPEN font foi.

Toute clause portée dans les documents établis par le titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles définies au présent article. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans ses documents. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles avant la notification du présent marché, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis.

Nota : la signature par le titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

Le titulaire s'engage à exécuter l'intégralité des prestations conformément aux règles de l'art de la profession ainsi qu'aux règlements en vigueur à la date de l'accord-cadre quand bien même il n'en serait pas fait mention dans le CCAP ou le CCTP.

Sont applicables dans le cadre du présent contrat :

- ⇒ l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre,
- ⇒ les normes européennes et NF,
- ⇒ le code du travail,
- ⇒ les notices techniques.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité pour minorer sa responsabilité ou n'exécuter



Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	9/42

que partiellement ou imparfaitement les prestations de son ressort ou encore exiger une contrepartie financier complémentaire.

### 3.2 Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre

Sauf dans les hypothèses limitativement énumérées à l'article 11 du présent document, les documents et leurs annexes, constitutifs de l'accord-cadre, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale de l'accord-cadre.

## 4. CONSTITUTION ET UTILISATION DE LA PARTIE CATALOGUE DES PRODUITS

Le bordereau des prix unitaires (BPU) est complété par une partie dite « catalogue » qui comprend une série d'articles non exhaustive se rapportant à une même famille d'achat de produits.

Ponctuellement, IFPEN peut avoir recours à des fournitures ne figurant pas au bordereau des prix . Dans ce cas, IFPEN peut commander des articles dans la limite des montants maximum contractualisés (cf. article 1.3).

La partie catalogue est constituée d'une liste de produits recensés par IFPEN qui ont fait l'objet d'achats ponctuels et/ou en faible quantité. Les produits complémentaires retenus au catalogue représentent obligatoirement et exclusivement la famille et la gamme de produits listées dans l'annexe financière et ce sans doublon d'article.

Le catalogue comprend par exemple, des produits identiques avec d'autres caractéristiques techniques, que ceux exigés dans le BPU en liaison avec les produits du marché.

Ce catalogue peut ensuite être personnalisé et mis à jour chaque année avec le titulaire. Le catalogue est susceptible d'évoluer en nombre de références produits, sur la durée de l'accord-cadre ; certains produits étant voués à disparaître du catalogue faute de consommation ou d'autres intégrés au catalogue compte tenu d'un nouvel intérêt exprimé par la R&I IFPEN. Les conditions d'évolution de la partie catalogue sont exposées à l'article 9.1.6 du présent CCAP.

Les produits et articles du catalogue doivent être disponibles dans les stocks du titulaire tout au long de la durée de l'accord-cadre.

## 5. EXECUTION DE L'ACCRD-CADRE

### 5.1. Dispositions générales

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre et notamment aux références listées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et dans la partie catalogue.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	10/42

Les livraisons sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

IFPEN n'admet aucune rupture d'approvisionnement, sous réserve des dispositions suivantes.

## 5.2. Changement définitif ou temporaire de référence à l'initiative du Titulaire

En cas d'évolution d'un produit (qualité, spécificité ou autre...) à une modification de la réglementation durant la période d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord d'IFPEN, de modifier ou de remplacer définitivement ou temporairement les fournitures faisant l'objet du présent marché, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un dossier motivé indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons de changement de technique ou de modification de la réglementation. Le nouveau produit doit avoir satisfait aux mêmes conditions et être techniquement équivalent ou supérieur au produit proposé initialement ;
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle référence. Le prix unitaire ne peut être revu qu'à la baisse.

Le titulaire est tenu de soumettre aux achats d'IFPEN un dossier motivé (exposé des motifs tendant au remplacement du produit régulièrement commandé, fiche technique...) associé éventuellement à un échantillon du nouveau produit, au plus tard un mois avant l'arrêt de production et/ou la distribution du/des produit(s) jusqu'à référencé(s) au marché, afin d'obtenir l'accord d'IFPEN. En cas de non-respect de ce délai, application peut être faite d'une pénalité dans les conditions prévues à l'article 13 du présent document.

Si la proposition du titulaire recueille l'approbation d'IFPEN, le titulaire en est avisé par décision modificative du marché adressée par voie électronique sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché. Le titulaire doit confirmer les éléments suivants : libellé du produit, référence commerciale, prix unitaire, fiche technique, date d'effet, durée de la substitution, conditionnement.

Si la proposition du titulaire ne recueille pas l'approbation de l'IFPEN au motif notamment d'une modification d'ampleur imposée aux exigences techniques du marché, l'IFPEN se réserve la possibilité de s'approvisionner à ses frais auprès d'un autre fournisseur, le titulaire du marché perdant l'exclusivité des commandes pour cette référence. Cette perte d'exclusivité n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire de l'accord-cadre.

## 5.3. Conditions de Livraison

Les livraisons sont effectuées aux jours et heure stipulées dans l'article A.4 du CCTP et à l'adresse mentionnée sur le bon de commande sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'au lieu d'acheminement.

Les livraisons sont effectuées en accord avec chaque site IFPEN soit avec toute personne habilitée à réceptionner et selon les conditions définies par celui-ci. Elles doivent être effectuées suivant les besoins aux journées et heures définies à l'article A.4 du CCTP, et sont conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	11/42

La livraison est réputée effectuée lorsque les fournitures ont été entièrement déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison ou dégradée, accidentée ou volée durant le transport reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à IFPEN.

Dans le cas de regroupement par un même site de plusieurs commandes, mais entraînant une livraison commune (soit une date de livraison commune), aucun surcoût ne peut être appliqué par le titulaire qui doit, le cas échéant, le restituer sous forme d'avoir.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) doit être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison établi en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (signature originaux). Un exemplaire est conservé par le site de IFPEN émetteur de la commande, un autre par le fournisseur.

En sus des éléments listés précédemment, chaque colis doit porter de façon apparente nom du fournisseur, numéro de commande IFPEN et site IFPEN. Sauf indication contraire, il renferme l'inventaire de son contenu. Quand il y a lieu, le produit livré doit porter la marque d'identification qui lui est propre.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire. Le titulaire s'engage à re-livrer à J+1.

#### **5.4. Emballage et transport jusqu'au déchargement**

L'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 5.4 du CCAP.

##### **5.4.1. Les emballages**

Ils restent la propriété du titulaire.

##### **5.4.2. Le transport**

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison indiqué dans le bon de commande.

Le conditionnement, le chargement, l'arrivage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

##### **5.4.3 Organisation et Moyens logistiques y compris pour le déchargement**

Les livreurs doivent être parfaitement habilités et formés pour la réalisation de la prestation, y compris si le prestataire fait appel à un sous-traitant.

Aucun matériel n'est mis à la disposition du titulaire pour décharger les fournitures livrées. Il prend donc à sa charge et sous sa responsabilité l'utilisation de matériels spécifiques, mécaniques ou motorisés, de transport de palettes, cartons, etc...

Il ne pourra en aucun cas prétendre au paiement de sommes supplémentaires du fait des éventuelles difficultés rencontrées pour effectuer les livraisons.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	12/42

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions à tout transporteur professionnel auquel il aurait recours pour effectuer les livraisons

#### 5.4.5 Développement durable

IFPEN est engagé activement dans une démarche environnementale et développement durable. A ce titre, le prestataire s'engage à fournir :

- d'opter pour des modes de transport respectueux de l'environnement ,
- optimiser les tournées de livraison (groupage de commande, mutualisation des tournées, ...)

Pour rappel, les livraisons ont lieu **2 fois par semaine** dans les conditions définies de l'article B.4.2 du CCTP.

- d'utiliser des produits d'emballages les moins polluants et les plus aisés à recycler. Outre la nécessité d'assurer pour l'emballage des fournitures une protection suffisante contre tout risque de détérioration en cours de transport et de stockage (résistance aux chocs, à l'humidité) il est demandé au titulaire de réduire si possible l'emballage des produits.

Le titulaire trie, retraite et évacue l'ensemble des déchets produits au cours de ses livraisons. Les coûts inhérents à ce traitement sont inclus dans les prix du marché, quelle que soit la nature des déchets.

- de former ses livreurs à l'écoconduite et de mettre à disposition dans le cadre du marché une flotte automobile qui soit suffisamment respectueuse de la norme EURO 6 notamment à l'aide de véhicules à faibles émissions.

## 6 ORGANISATION ET GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

### 6.1. Opérations de vérification

Pour chacun de ses sites, un interlocuteur privilégié a la charge de vérifier la bonne exécution des prestations.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples, soit celles qui nécessitent un examen sommaire, en peu de temps, sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture par la personne de chaque site (exemple : état des colis et emballages, quantité livrée, vérification des références, répartition, ...) puis elle notifie sa décision sur le champ : rejet ou admission.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, IFPEN n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Toute non-conformité observée à la réception par le site de réception peut entraîner un refus des livraisons.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	13/42

## 6.2. Vérifications quantitatives

Les vérifications de nature quantitative ont pour objet de contrôler que la quantité des références livrées correspond bien à la quantité demandée au bon de commande. Ces vérifications quantitatives sont simples et s'effectuent au jour de la livraison.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, ledit bon et ses duplicatas sont rectifiés sous la signature des deux parties.

Si la quantité n'est pas conforme à la demande, IFPEN peut exiger du titulaire du marché :

- soit de reprendre, à ses frais, immédiatement l'excédent sur la commande, si la livraison dépasse celle indiquée,
- soit de compléter la livraison, dans un délai de 24 heures, à concurrence de la quantité totale prévue à la commande et sans frais supplémentaires, le coût de ce nouvel acheminement est à l'entière charge du titulaire. Les parties conviennent d'une nouvelle date de livraison.

## 6.3. Vérifications qualitatives

Les fournitures sont livrées conformes aux modèles référencés dans l'accord-cadre et au bon de commande ainsi qu'aux prescriptions techniques du marché.

IFPEN dispose d'un délai de 5 jours maximum à compter de la date de livraison pour procéder aux vérifications, formuler des observations et opposer au titulaire l'une des décisions décrites ci-après.

- Lorsque la livraison est parfaitement conforme au marché, sous réserve des vices cachés, IFPEN prononce l'admission des fournitures. Le silence gardé par IFPEN dans le délai imparti vaut également admission des fournitures.
- Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications de l'accord-cadre ou à la commande régulièrement passée, IFPEN peut :
  - soit procéder à l'ajournement ; la commande nécessitant des améliorations doit alors faire l'objet sous délai, des mises au point préconisées. Le titulaire dispose alors d'un nouveau délai de 24 heures pour présenter à nouveau une livraison après compléments et corrections. IFPEN dispose alors d'un délai maximum de 48 heures pour formuler ses observations. Sans observation formulée par IFPEN à l'issue de ce délai, l'approbation est réputée acquise.
- En revanche, si les fournitures ne sont toujours pas approuvées après la seconde présentation, IFPEN est susceptible de prononcer une réception avec réfaction (rejet partiel) dans les conditions ci-après (paragraphe réfaction) :
  - soit la refuser ; la marchandise doit être alors immédiatement remplacée après mise en demeure signifiée au titulaire. Le rejet peut se faire sur une partie de la livraison ou sur son intégralité. Cette décision doit être motivée.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	14/42

NOTA : Les frais de manutention et de transport générés par l'ajournement ou le rejet des produits ainsi que toute nouvelle livraison présentée à la demande expresse d'IFPEN sont supportés par le titulaire.

- soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord, le défaut d'accord entraînant le rejet de la fourniture. La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, IFPEN est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire relatives aux livraisons rejetées.

Cette réduction est appréciée au cas par cas par IFPEN. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision, à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire a pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de 2 jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, IFPEN dispose d'un délai de deux jours ouvrés pour faire connaître au titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par courriel avec accusé réception.

Indépendamment des décisions décrites ci-dessus, il est spécifié que l'ensemble des commandes d'une même référence de produits doit être repris si 15% des produits issus d'une même commande sont constatés défectueux.

#### 6.4. Défauts d'exécution

En cas de non-respect répétitif du délai de livraison, d'arrêt(s) intempestif(s) d'une référence, de modifications unilatérales de la fiche technique, entraînant soit la survenance d'une/des rupture(s) d'approvisionnement soit la dégradation de la qualité des produits, IFPEN se réserve la possibilité de se fournir ou de faire exécuter les prestations auprès d'un opérateur tiers aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci ne puisse réclamer d'indemnités. Une telle disposition trouve à s'appliquer après mise en œuvre infructueuse du système du suivi de marché explicité à l'article 9 du CCAP. Cette décision peut être prise indépendamment du régime de résiliation de l'accord-cadre prévu à l'article 17 et suivants du CCAP

Une telle stipulation ne fait pas obstacle à l'application concomitante des pénalités encourues par le titulaire et exposées à l'article 13 du présent CCAP.

#### 6.5. Rupture de stock

Le titulaire doit assurer la continuité de l'approvisionnement. Si des ruptures de produits sont observées, le titulaire est dans l'obligation de proposer un ou des produits de qualité équivalente à celle des produits habituellement commandés, sans supplément de prix.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de proposer des produits de substitution, IFPEN se réserve le droit de commander cette fourniture à un autre fournisseur ou auprès d'une centrale d'achat et à ses frais, le titulaire perdant temporairement l'exclusivité des commandes sur cette référence en application de l'article 17.2 du CCAP.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	15/42

## 6.6. Garantie et rappel de produits

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine. Les conditions d'exécution des garanties sont définies dans le CCAG – FCS.

La durée de la garantie ne peut en aucun cas être inférieure à un an.

Le titulaire s'engage à informer, à l'instar de ses autres clients, IFPEN des réclamations d'autres utilisateurs.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur notamment au travers de son pouvoir disciplinaire.

Le titulaire s'assure que son personnel intervient dans le respect :

- des dispositions générales prévues par la législation du travail,
- des règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites IFPEN,
- des règlements intérieurs et de sécurité propre au site,

Le titulaire est seul chargé d'exercer un contrôle sur le comportement et la discipline de son personnel. En cas de faute de l'un de ses employés, le titulaire est tenu d'adopter les mesures disciplinaires adaptées.

## 6.7. Protection de la main-d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur le prix de l'accord-cadre. Néanmoins, IFPEN se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par ailleurs, le Titulaire remet au plus tard lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre prévue à l'article 9.1.4 du CCAP et seulement en cas d'embauche de travailleurs étrangers, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D. 8254-2 du même code) :

Sa date d'embauche ; sa nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	16/42

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

De même, les parties à l'accord-cadre s'engagent à respecter les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

## 6.8. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à IFPEN tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 13 du CCAP.

# 7. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION

## 7.1 Modalités de computation des délais

- Tout délai mentionné par les documents du présent accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et hors périodes de fermeture du Site communiquées préalablement au Titulaire ;
- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

Le délai d'exécution d'un bon de commande court à compter de sa date de notification au Titulaire.

La date d'expiration du délai est la date de livraison.



Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	17/42

## 7.2 Forme des notifications et informations

La notification au Titulaire des décisions, informations et/ou tout document faisant courir un délai est faite auprès de son représentant dûment habilité :

- soit contre récépissé,
- soit par échanges dématérialisés,
- soit par LRAR,
- ou par tout moyen permettant d'attester la date et heure de réception.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

## 7.3 Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation et/ou de remise du livrable concerné.

L'Acheteur notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

# 8.BONS DE COMMANDE

## 8.1 Généralités

Les bons de commande sont des documents écrits, adressés au titulaire de l'accord-cadre, précisent la nature et la quantité des prestations prévues par l'accord cadre dont l'exécution est demandée, sans qu'il puisse y avoir de négociation préalable avec le titulaire sur les prix indiqués dans le BPU.

Les bons de commande sont adressés soit par écrit au titulaire, soit par courriel avec accusé de réception. Ils comportent au moins les informations suivantes

- La référence de l'accord-cadre,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix,

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	18/42

- Le montant de la commande HT
- L'échéance de livraison, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le Titulaire fournit, au plus tard à la notification de l'accord-cadre, une adresse de courriel électronique unique à IFPEN pour la réception des commandes.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre et **jusqu'au dernier jour de sa validité.**

Le Titulaire dispose d'un délai de 24 heures à compter de la réception du bon de commande pour signaler à IFPEN toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des fournitures.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, lequel a seule compétence pour formuler des observations à IFPEN.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

**Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP. Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.01.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCAP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.**

## 8.2 Durée de bons de commande

La durée d'exécution des bons de commande est fixée unilatéralement par le pouvoir adjudicateur en fonction des contraintes de l'actualité. Le titulaire veille au respect de ces délais en mettant en œuvre les moyens nécessaires.

## 8.3 Validité du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, reconduction éventuelle comprise.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	19/42

#### 8.4 Suspension, annulation d'un bon de commande

Après émission du bon de commande, IFPEN dispose de la faculté de suspendre ou d'annuler l'exécution du bon de commande émis. IFPEN adresse cette décision au titulaire par tout moyen prouvant la date certaine de l'envoi et de la réception (par voie électronique) dans un délai maximum de 72 heures ouvrées précédant la date de livraison. Cette décision n'entraîne aucune indemnité de quelque nature que ce soit au profit du titulaire.

Toutefois, en cas d'une décision d'annulation, de suspension notifiée tardivement soit en deçà des 72 heures ouvrées, IFPEN prend à sa charge l'intégralité du montant du bon de commande, les frais de prestations que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, dans la mesure où le titulaire produit des justificatifs attestant de l'existence de frais établis en ce sens consécutifs à un commencement d'exécution de la prestation.

#### 8.5 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, IFPEN peut modifier, dans un délai de 48 heures ouvrées précédant la date de livraison, sans frais, les références, les quantités ou l'objet du bon de commande correspondant. IFPEN émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 8.1. Toutefois, en cas de modification en deçà des 48 heures ouvrées, IFPEN prend à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

## 9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN

### 9.1 Obligations générales du Titulaire

#### 9.1.1. Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu à une **obligation de résultat** quant :

- à la livraison de l'ensemble des références des fournitures et au maintien du niveau de qualité de celles-ci conformément aux descriptifs et tolérances fixés dans le BPU ;
- au respect des consignes en vigueur au service réceptionnaire IFPEN (plages et horaires d'ouverture)
- à la livraison de l'ensemble des produits respectant les dates de péremption
- à la mise à disposition de son propre matériel de manutention. Il prend donc à sa charge et sous sa responsabilité l'utilisation de matériels spécifiques, mécaniques ou motorisés, de transport de palettes, cartons, etc...
- au respect des prérogatives liées au bon de livraison. (Informations obligatoires (cf article B.4.2 du CCTP)
- à l'exécution des livraisons selon les délais contractuels indiqués dans les BPU et sans aucune rupture ;

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	20/42

- à l'exécution des livraisons selon les jours de livraison fixés pour chacun des sites et définies dans l'article 4.2 du CCTP ;
- à la continuité des approvisionnements du 1er janvier au 31 décembre sans interruption (sauf pendant les périodes de fermeture d'IPFEN précisées au CCTP).
- au maintien de la gamme de produits pendant toute la durée de l'accord-cadre.
- à la gestion des litiges pour des produits livrés non conformes ou produits égarés définies dans l'article B.4.4 du CCTP ;

En outre, l'obligation du titulaire porte notamment sur :

- une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- la production des documents ou informations nécessaires au suivi de l'accord-cadre et au respect de la qualité des fournitures ;
- la protection de la confidentialité des demandes du pouvoir adjudicateur,
- la communication sur toute anomalie identifiée quant à la sécurité des matériels/produits qu'il a à manipuler,
- la présence aux réunions de suivi de la prestation.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre attribué.

#### **9.1.2. Qualité des Prestations de fourniture**

Le Titulaire s'engage, pendant la durée de l'accord-cadre, à exécuter les prestations conformément aux règles fixées dans le CDC dans le respect des normes applicables en vigueur. Étant précisé que les dispositions du présent accord-cadre priment sur les dispositions desdites normes en cas de contradiction.

La qualité de toutes les prestations est mesurée conformément aux dispositions prévues dans le CCAP et CDC.

#### **9.1.3. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution de l'accord-cadre. Il ne peut faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, de dysfonctionnements, de dangers potentiels au titre de ses prestations. De manière générale, le titulaire est tenu de signaler à l'IPFEN tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

De même, le titulaire doit signaler à IPFEN, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où aucune solution n'est apportée.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	21/42

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard de l'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'IFPEN.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement l'IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

#### **9.1.4.Participation aux réunions obligatoires – Opérations de suivi de marché**

✓ Réunion de coordination :

Dans le mois suivant la notification de l'accord-cadre, IPFEN doit convenir d'une réunion de lancement de l'accord-cadre avec le(s) responsable(s) de l'accord-cadre désigné(s) pour le compte du titulaire.

Elle a principalement pour objet de :

- o relecture des fondamentaux du CDC,
- o revue des indicateurs de suivi,
- o facturation,
- o valider les interlocuteurs IPFEN / Interlocuteurs du côté du prestataire

Cette liste n'est pas exhaustive et IPFEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion.

La présence du titulaire ou de ses représentants est également requise dans le cadre de réunions prévues au titre du présent document, les parties devant convenir ensemble des jours et des horaires.

Cette première réunion donne lieu à l'établissement d'un compte rendu rédigé par le titulaire et envoyé à l'ensemble des participants dans la semaine qui suit la réunion de lancement.

✓ Réunions de pilotage

En décembre de la première année d'exécution de l'accord-cadre, sera programmée une réunion organisée par l'interlocuteur Contrat Commercial pour faire le point sur le démarrage de la prestation, les commandes en cours, la prise en compte et la résolution des éventuels litiges sur les deux sites.

✓ Réunions semestrielles

Des réunions sont organisées pour permettre un échange ou une transmission d'informations relatives à tous les aspects de la prestation, assurer un retour sur l'existant, définir et suivre les plans d'amélioration :

En mars de la première année de contrat : Comité de Suivi (COMSUI),

En septembre : Bilan Annuel

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	22/42

Le responsable contrat est obligatoirement présent lors des comités de pilotage et du bilan annuel, dont il a en charge la préparation et la présentation, ainsi que le compte rendu écrit.

En vue de l'organisation des réunions semestrielles, le titulaire doit communiquer les informations ci-dessous présentées sous forme tableau Excel faisant office de relevés de statistiques de commandes et de livraison, dans les deux semaines qui précèdent le jour de cette réunion

#### 9.1.5.Aide au suivi financier du marché

Afin de permettre à IFPEN de suivre l'exécution financière du présent marché et dans le but de maintenir une vigilance continue sur le montant maximum de dépenses autorisé pour la prise de commandes prévu à l'article 1.3 du CCAP, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel de la consommation à date d'anniversaire du marché, par sites IFPEN et sites confondus;
- produire un état de la consommation à date, à la demande d'IFPEN dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande reprenant les mêmes informations que l'état statistique annuel ;
- produire un état de consommation à date à la demande de l'IFPEN de produits commandés « hors marchés » (c'est-à-dire non référencés dans le BPU) et ayant un lien avec l'objet du marché (Produits Organiques et minéraux) ;
- alerter IFPEN (en adressant un courriel à [audrey.robin@ifpen.fr](mailto:audrey.robin@ifpen.fr)) lorsque les consommations atteignent 75 % de valeur maximale prévue à l'article 1. 3 du CCAP.

L'état statistique annuel ou celui réclamé à date doit renseigner les rubriques suivantes (sous forme Excel) :

##### **Commercial :**

*Les tableaux de bords reprennent à minima les indicateurs suivants (par Site) :*

- Dépense en euros par familles de produits ( Organiques et Minéraux).
  - Produits du Catalogue Restreint Magasin (CRM),
  - Hors Catalogue Restreint magasin (HCM),
  - Demande de sourcing.
- Montant moyen en euros par famille de produits( Organiques et Minéraux). .
  - Produits du Catalogue Restreint Magasin (CRM),
  - Hors Catalogue Restreint magasin (HCM),
  - Demande de sourcing.
- Nous donner les 20 produits représentant les 80 % du CA,
- % d'achats CR / HC : en montant, en nombre d'articles.
- Le délai moyen de livraison des commandes.
  - Article magasin du catalogue restreint (CRM),

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	23/42

- Hors catalogue restreint (HCM)
- Demande de sourcing.

**Logistique :**

*Les tableaux de bords reprennent à minima les indicateurs suivants (par Site) :*

- Respect des jours de livraison,
- Nombre de livraison,
- Continuité d’approvisionnement,
- Nombre de commandes / livraisons,
- Pourcentage et détail des commandes hors BPU.

**Dysfonctionnement :**

*Les tableaux de bords reprennent à minima les indicateurs suivants (par Site) :*

- Nombre et pourcentage de commandes et livraisons hors délai,
- Erreurs de préparation de commande,
- Articles défectueux ,
- Retours marchandise,
- Liste des références en rupture et leur taux de rupture,
- Actions menées afin de remédier aux dysfonctionnements .

Tout document présentant un niveau de renseignement insuffisant au regard des dispositions prévues au présent article, ne saurait être considéré comme recevable par IFPEN et peut ouvrir droit à l'application de pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire en application de l’article 13 du CCAP.

En cours de marché, IFPEN se réserve la possibilité d’ajuster les tableaux de statistiques en y intégrant notamment des nouvelles données. Le titulaire est tenu de s’adapter au nouveau format et de reporter en toute bonne foi les commandes passées et réellement exécutées donnant lieu à paiement.

**9.1.6.Modalités d’évolution de la partie catalogue en cours de marché**

Tout au long du marché, IFPEN a la faculté de redimensionner et/ou d’adapter à ses besoins propres la partie catalogue en fonction de l’état de ses consommations dans le cadre de l’accord-cadre. Les parties s’engagent à coopérer et à s’échanger des informations fiables pour travailler sur une nouvelle version du catalogue.

Pour ce faire, dans les trois mois qui suivent la date d’anniversaire du marché, IFPEN peut exiger du titulaire de mener une étude affinée sur les consommations de la partie catalogue (références les plus/moins commandées en volume financier et quantitatif, poids financier des dépenses catalogue au regard du montant total des dépenses, comparaison avec les achats hors marché...).

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	24/42

Au regard des résultats de l'étude, dans le mois qui suit leur transmission, IFPEN peut prendre les mesures suivantes (liste non exhaustive) :

- Densifier la partie catalogue par l'ajout de nouvelles références, commandées par exemple hors cadre contractuel, sous réserve des dispositions prévues à l'article 11.1 du CCAP ;
- Retirer des articles jugés sans intérêt faute de consommation ;
- Adapter si possible le conditionnement ou l'unité d'achat ;
- Substituer une référence du catalogue par une autre référence de nature équivalente.

La partie catalogue doit impérativement être limitée au seul domaine d'achat impacté. Le domaine retenu exclut tous les autres domaines d'achats que le titulaire serait susceptible d'approvisionner par ailleurs en sa qualité de fournisseur.

Dans un délai de 15 jours suivant la réception de ces mesures, le titulaire est tenu d'actualiser et de retourner à IFPEN pour validation la liste des articles de la partie catalogue (fichier Excel impératif) avec a minima les éléments suivants :

- ✓ les références commerciales,
- ✓ le libellé du produit,
- ✓ le conditionnement,
- ✓ l'unité de facturation,
- ✓ le prix public HT,
- ✓ le taux de remise contractualisé et le prix HT remisé par article.

#### **9.1.7. Protection de l'environnement**

L'article 7 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes intervenant. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours de l'accord-cadre sur simple demande d'IFPEN.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

#### **9.1.8. Transfert d'activité**

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent accord-cadre, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative de l'accord-cadre notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;



Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	25/42

- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant l'accord-cadre.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

#### 9.1.9. Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord-cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que IFPEN n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour ce faire, le titulaire transmet par courriel au département des achats dont l'adresse est communiquée à la notification de l'accord-cadre, les éléments précités.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée.

En cas de manquements répétés établis par IFPEN ou par un tiers ou par les services de l'Etat chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale ou impositions de l'entreprise, IFPEN se réserve le droit de rompre l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 17 du CCAP.

## 9.2 Obligations générales de l'Acheteur

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur s'engage à :

- collaborer activement avec le titulaire et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont elle aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation de l'accord-cadre,
- communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en faciliter la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre,
- vérifier en temps utile, la qualité des fournitures s'il y a des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- assurer au titulaire l'exclusivité des fournitures définies au présent accord-cadre. Toutefois en cas d'interruption des fournitures incombant au titulaire, IFPEN est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée indispensable

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	26/42

pour assurer les essais IFPEN. Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative n'est intervenue dans les 8 jours ouvrés qui suivent la réception par le titulaire d'une mise en demeure précisant les manquements,

- garantir au Titulaire le libre accès aux locaux selon les jours de livraison fixés à l'article 4.1 du CDC ;
- prendre les précautions élémentaires de sécurité des zones où seront livrés les marchandises mis à disposition du Titulaire par IFPEN;
- paie les factures reçues du titulaire dans les conditions définies au présent accord-cadre.

## 10. PRIX

### 10.1. Contenu du prix

L'article 10.1.3 du CCAG-FCS s'applique.

Les prix du marché sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales, dépenses, aléas relatifs à la bonne réalisation de l'accord-cadre à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage (y compris récupération et élimination), à la manutention, au stockage et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison au sein d'IFPEN émetteur de la commande.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes et indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et avoir élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre prendrait fin par anticipation, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnisation liée à des investissements réalisés spécifiquement pour IFPE et non amortis.

Les fournitures sont réglées selon des prix unitaires.

#### Variations des prix du marché (produits BPU et catalogue)

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Ils sont fermes pendant toute la première année d'exécution des prestations.

La révision est effectuée en application de l'article R2112-13 du code de la publique et dans les conditions suivantes :

Hors cas de force majeur ou d'imprévision, les prix du marché sont révisables à la hausse ou à la baisse annuellement à date d'anniversaire du marché en cas de reconduction tacite.

Source : barème du titulaire.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit l'ensemble des pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	27/42

## 10.2. Modalités de révision

La révision intervient à la demande exclusive du titulaire. Elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou adressée par courriel 30 jours calendaires avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée au département des achats à l'adresse communiquée lors de la réunion de lancement. Si elle est sous forme postale, la demande du titulaire doit être adressée au département des achats d'IFPEN.

**Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée. Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.**

**Toute demande de révision réceptionnée par IFPEN postérieurement au délai indiqué ci-dessus ou en dehors des canaux définis ci-peut être rejetée, le cachet de la poste ou la date de réception du courriel faisant foi.**

**ATTENTION : Pour les produits relevant de la partie catalogue, le titulaire est tenu de respecter les présentes dispositions pour faire varier les tarifs éventuellement remisés, toute révision tarifaire annuelle des références du catalogue appliquée unilatéralement par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle et qui serait tirée de sa politique commerciale est inopposable à IFPEN dans le cadre du présent accord-cadre.**

Il appartient au titulaire de communiquer à IFPEN une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document fait mention des variations en pourcentage dans les lignes du BPU.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des références, les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

En cas de désaccord sur les résultats, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par courriel 15 jours calendaires au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date de commande.

## 10.3. Clause butoir

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +3%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Toutefois, le titulaire peut solliciter une rencontre avec le pouvoir adjudicateur, lorsque la révision du prix proposée par le titulaire dépasse la hausse des 3%. A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur peut admettre une hausse supérieure à 2% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient. En cas de refus du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	28/42

## 11. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, IFPEN se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution de celui-ci ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles références ou le retrait de références.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, IFPEN peut décider de sa prise en compte par décision écrite unilatérale.

### 11.1. Ajout/remplacement de références du BPU/catalogue

IFPEN se réserve le droit d'acquiescer auprès du titulaire des fournitures, des références nouvelles en lien avec l'objet du marché, qui ne seraient pas identifiées à ce jour dans le bordereau de prix unitaires et qui s'avèrent nécessaires à l'activité d'IFPEN.

Le titulaire du marché s'engage également, en cas d'apparition de références innovantes, similaires ou substituables à celles commandées dans l'accord-cadre initial, à proposer une sélection d'articles pouvant être commandés.

De même, dans le cas où il est avéré que certaines références définies dans l'accord-cadre ne correspondent finalement pas aux besoins d'IFPEN, notamment car elles s'avèrent inadaptées, inutilisables pour des raisons tenant à la mauvaise qualité, à de mauvais fonctionnements répétés, ou un inconfort d'usage ou parce que le conditionnement proposé est inadapté aux usages, IFPEN se réserve la possibilité de demander au titulaire des propositions d'autres références répondant au même besoin, que ceux initialement fixés à un prix équivalent ou légèrement supérieur.

En toute hypothèse, ces modifications ne pourront entraîner l'ajout de plus de 50% des articles du BPU.

### 11.2. Autres cas

1. En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple, retards d'approvisionnements, pénuries, hausse des matières premières ou du coût salarial...), une modification des prix peut être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et doivent être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

2. Les parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du marché en dehors de la période de révision prévue à l'article 10.1 du CCAP. Une telle mesure est notamment applicable en présence

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	29/42

de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des articles figurant au présent accord-cadre d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. Le titulaire du contrat apporte la démonstration que l'exécution des prestations telles que prévues au marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les parties peuvent déroger provisoirement à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances exceptionnelles sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

3 Augmentation du montant maximum contractualisé dans le cadre du marché dans la limite de 20 % du montant mentionné à l'article (confère article montant maxi). Une telle hypothèse trouve notamment à s'appliquer en cas de risque de dépassement du montant maximum signalé lors de la réunion de suivi semestriel.

En cas d'acceptation de cette demande, les nouveaux prix proposés par le titulaire sont appliqués aux commandes passées à compter de la décision d'acceptation d'IFPEN qui est notifiée dans les conditions du paragraphe « modalités ».

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de ne pas accepter les nouveaux prix et le cas échéant, si nécessaire, de procéder à la résiliation du marché de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Les modifications apportées au paragraphe III demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières de l'accord-cadre antérieurement mises en œuvre. Ceci étant, s'il est constaté en cours d'exécution de l'accord-cadre une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par IFPEN, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

### 11.3. Modalités

La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	30/42

Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part d'IFPEN vaudra refus de la modification.

#### **Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie**

La présente clause a pour objet le réexamen des conditions financières et techniques de l'accord-cadre qui seraient impactées par des mesures nécessaires/règlementaires liées à la pandémie et notamment à la COVID-19 et à la sécurité sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception.

A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale de la Personne Publique fixant les nouvelles conditions économiques de l'accord-cadre, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

Le titulaire s'engage à alerter IFPEN sur un éventuel risque de l'approvisionnement et/ou de retard de livraison, les parties devant prendre toutes les mesures alternatives pour faire respecter leurs obligations contractuelles.

#### **Modifications du marché public applicables de plein droit**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à IFPEN et/ou au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCAP ou CDC et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par IFPEN. Il s'agit des modifications suivantes :

- La modification du siège social,
- La modification du compte bancaire,
- La désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Le changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- Le changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- L'évolution de la fiscalité.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	31/42

## 12. MODALITES DE REGLEMENT

### 12.1 Modalités de facturation

Le montant des fournitures est valorisé dans l'annexe financière (BPU), dans la partie catalogue ou sur devis.

Chaque commande fait l'objet d'une facture distincte.

Le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures à l'attention d'IFPEN sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>). Dans ce cadre, IFPEN informe le Titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- IFPEN n'a pas opté pour l'utilisation d'un code Service,
- IFPEN n'a pas opté pour l'utilisation obligatoire du numéro d'engagement juridique.

Les factures ne pourront être acquittées par IFPEN que si elles indiquent impérativement :

IFPEN- Comptabilité Fournisseurs

1 et 4, avenue de Bois Préau

92852 RUEIL MALMAISON CEDEX

TSA 50053 45123 CHALETTE SUR LOING CEDEX

[factures\\_frss\\_ifpen@ifpen.fr](mailto:factures_frss_ifpen@ifpen.fr)

- le numéro de compte pour effectuer le virement bancaire.

La date de réception est la date de notification à IFPEN du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Le délai de paiement est de quarante-cinq jours (45) jours à compter de la réception de la facture correspondante sous réserve de la réception sans réserve des Prestations dans les conditions définies à l'article 6.3.

Ce règlement sera effectué par virement bancaire au compte du Titulaire.

Etant précisé que, le paiement de la facture ne porte pas préjudice au droit du Client de contester par écrit, dans les six (6) mois suivant le règlement, toute charge anormalement payée. Toute déclaration exercée dans ce sens, et reconnue exacte, fait l'objet d'un remboursement immédiat du trop perçu par le Titulaire.

Tout paiement, non remis en cause par le Client dans ce délai de six (6) mois, est considéré comme définitivement acquis.

Si le Client conteste tout ou partie d'une facture, le Client retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord.

Le Titulaire peut alors :

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	32/42

- soit renvoyer la facture rectifiée à la satisfaction du Client,
- soit renvoyer une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant envoyée, le cas échéant, après règlement du différend.

En cas de retard de paiement, il sera appliqué à IFPEN des pénalités calculées sur les sommes exigibles et non payées à bonne date au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.

Le Titulaire aura en outre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Toutefois, dans l'hypothèse où lesdits frais seraient supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le Titulaire pourra demander au Client une indemnisation complémentaire, sur justification.

## 12.2. Délai global de paiement

Le paiement des factures s'effectue, à terme échu après livraison et réception qualitatives et quantitatives des marchandises, par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à 45 jours, à réception de la facture par l'Acheteur sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent et après réalisation des livraisons prévues.

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à l'Acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part de l'Acheteur de la facture concernée, le Titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.



Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	33/42

Si l'Acheteur conteste tout ou partie d'une facture, l'Acheteur retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend .

### 12.3. Avances et acomptes

#### ✓ Avances

En tant qu'établissement à caractère industriel et commercial, l'Acheteur n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

#### ✓ Acomptes

Il n'est pas prévu d'acomptes.

## 13.PENALITES

### 13.1 Pénalités retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS les pénalités sont définies comme suit.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les conditions d'exécution de l'accord-cadre et selon les délais impartis, il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Il est tenu compte des prolongations éventuellement accordées au titulaire pour renoncer à l'application de pénalités de retard.

Les pénalités peuvent être appliquées de plein droit ou sont précédées d'une mise en demeure selon les cas par IFPEN. Sur ce point, l'applicabilité des pénalités de retard est étudiée par IFPEN notamment lors des réunions périodiques. En tout état de cause, lorsqu'elle est précédée d'une mise en demeure, la pénalité encourue est appliquée en cas d'échec, d'insuffisance ou d'absence de mesures d'amélioration envisagées par le titulaire pour mettre fin aux manquements relevés. Dans ce cas de figure, en cas de réitération des dysfonctionnements de même nature et si elle est notamment journalière, la pénalité est calculée à compter du premier jour du constat.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté pour IFPEN de notifier la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions exposées au présent CCAP ou de prononcer une refaction sur le montant des prestations jugées insatisfaisantes, proportionnelle à l'importance des imperfections constatées conformément à l'article

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	34/42

30.3 du CCAG FCS. Dans ces hypothèses, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à IFPEN.

Toutes les pénalités sont cumulables et sont exigibles dès le premier Euro. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Certaines pénalités commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités de même nature, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure et d'une façon générale lorsqu'elles résultent des actes tels que le vandalisme, la malveillance, et à condition que ces actes ne relèvent pas d'une action ou d'une défaillance du titulaire. De même, IFPEN peut sursoir temporairement à la mise en œuvre des pénalités en présence de circonstances exceptionnelles ou de conditions économiques défavorables.

Les montants des pénalités tels que décrits ci-dessous peuvent être modulés par IFPEN, la décision de modulation des pénalités ne pouvant être exigée par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder le plafond de 1000 €.

Le titulaire de l'accord-cadre s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui ont été notifiées. Dans le cas contraire, IFPEN retient le montant des pénalités par réfaction sur facture voire par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire.

### 13.2. Autre pénalités applicables

D'autres pénalités peuvent être appliquées si nécessaire selon les modalités suivantes :

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	35/42

Champ d'application	N°	Critères d'évaluation	Objectif Seuil à atteindre	Moyen de contrôle	Pénalités applicables (euros HT)
Pilotage Commercial	1	Absence aux réunions COMSUI - COPIL - Bilan Annuel	100% des réunions	Au constat	200€ par absence non justifiée
	2	Transmission du Compte rendu COMSUI - COPIL - Bilan annuel	Sous 15 jours après la réunion	Information transmise par mail	100€ par jour de retard sauf accord DO
Performance Fourniture	3	Mise à disposition d'un site internet regroupant le catalogue restreint IFPEN et les articles constituant les 2 familles de produits remisés	Sous 2 mois ouvrés après le démarrage du contrat	Information transmise par mail	500€ par mois de retard sauf accord DO
	4	Non respect des modalités de changement de références sans validation expresse d'IFPEN	100% des changements validés par IFPEN	Au constat	300 euros après une première mise en demeure restée sans effet.
	5	FDS livrés avec les produits (ou e-FDS fourni)	100% des certificats associés	Au constat	50% du coût de la fourniture concernée
Retards	6	Respect des jours et horaires de livraisons	100% des livraisons dans les plages indiquées	Réception IFPEN	100 € par livraison hors plage
	7	Respect des délais de livraison - Produits stockés magasins IFPEN	Délai indiqué Offre Prestataire	Réception IFPEN	100€ pour tout retard ayant entraîné une rupture magasin
	8	Respect des délais de livraison - Produits non stockés magasins IFPEN	3 semaines	Réception IFPEN	100€ pour tout retard ayant entraîné une réclamation R&I
	9	Erreur de site de livraison	100% des livraisons sur le bon site	Réception IFPEN	Au-delà de 3 erreurs de lieu de livraison consécutives, application d'une pénalité de 200 € par manquement constaté
Taux de service	10	Respect du taux de service	Taux de service minimum de 85%	Réception IFPEN	2% du montant HT des commandes sur les deux mois considérés.

### 13.3 Manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé

- Pénalité pour non-déclaration de travailleurs détachés

En cas de non-production des documents ou de transmission incomplète des documents exigibles, le Titulaire se voit appliquer des pénalités de retard d'un montant forfaitaire de 100 € par jour de retard et par document manquant.

- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié

Dans cette hypothèse, une pénalité forfaitaire de 2500 euros est applicable, indépendamment du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

## 14.ASSURANCE

Le Titulaire a souscrit une police d'assurance qui couvre sa responsabilité civile contractuelle, pour tout dommage de quelque nature qu'il soit, matériel ou immatériel, qu'il pourrait faire subir à ses clients, y compris en cas d'exécution dans leurs locaux.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	36/42

Le Titulaire doit justifier, dans un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance du Titulaire en vigueur est celle transmise à la signature du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à transmettre sur demande au Département Achats d'IFPEN, et dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés, toute nouvelle attestation d'assurance venant remplacer l'attestation considérée. La nouvelle attestation transmise doit émaner d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, être datée de moins de (6) six mois et indiquer les garanties accordées et leur montant, ceux-ci devant à minima être égaux à ceux de l'attestation transmise initialement.

Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour couvrir tous les risques lui étant attachés liés au présent accord-cadre.

## 15.FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au présent accord-cadre, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de la réglementation en vigueur.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

La Partie invoquant un cas de Force Majeure doit en informer dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, dès sa survenance, l'autre Partie par tout moyen disponible et décrit les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure.

En cas de Force Majeure, les obligations des Parties sont suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprennent à compter de la cessation de ce dernier.

En toute circonstance, le Titulaire fait tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure.

Lorsque le cas de force majeure cesse, l'accord-cadre reprend son exécution normale.

En cas de suspension de l'accord-cadre pour survenance d'un cas de force majeure, au-delà d'une durée de vingt (20) Jours ouvrés, l'Acheteur est alors autorisé à faire appel à un autre prestataire afin de répondre à son besoin. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par l'Acheteur au Titulaire.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	37/42

## 16.CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

### 16.1. Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent Accord-cadre et sont remplacées par les dispositions suivantes :

- (a) Pour les besoins du présent article le terme « Informations » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent Accord-cadre, notamment à l'occasion de visites sur le site de l'Acheteur et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables de l'Accord-cadre sont également des Informations.
- (b) Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel et éventuels sous-traitants, la confidentialité la plus absolue sur les Informations qui pourront lui être communiquées pour les besoins de l'Accord-cadre ou dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre ainsi que sur les résultats et livrables de la prestation propre à l'Acheteur.
- (c) Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.
- (d) Les Informations pourront être communiquées par le Titulaire aux seuls membres de son personnel et éventuels sous-traitants agréés qui auraient à en connaître pour les besoins de l'Accord-cadre. Lesdites personnes seront informées de la nature confidentielle des Informations et des restrictions d'usage à cet égard. Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires, dans les limites fixées par la loi, pour faire en sorte que ces personnes soient tenues par les mêmes engagements que ceux inscrits dans l' Accord-cadre, y compris, le cas échéant, au terme de leur contrat de travail ou au titre du contrat de sous-traitance. Le Titulaire se porte fort du respect du présent engagement de confidentialité par ces personnes.
- (e) Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer ou utiliser pour lui-même et/ou pour le compte de tiers, de quelque manière que ce soit, les Informations à une autre fin que l'exécution de l'Accord-cadre et s'engage à ne pas copier ou reproduire, totalement ou partiellement les Informations en dehors des besoins de l'Accord-cadre sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur. Il s'oblige à

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	38/42

restituer à l'Acheteur ou à détruire, sur simple demande écrite de l'Acheteur, toute Information de l'Acheteur en sa possession.

- (f) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Informations qui :
- (i) lors de leur divulgation sont déjà en possession du Titulaire s'il peut apporter la preuve d'une telle possession personnelle antérieure,
  - (ii) au moment de leur divulgation font partie du domaine public ou le deviennent ultérieurement sans participation ni faute de la part du Titulaire,
  - (iii) sont divulguées par un tiers légalement habilité à procéder à une telle divulgation sans restriction de confidentialité.
  - (iv) ont dû être communiquées par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des Informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables de l'Acheteur concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans l' Accord-cadre concernant les Informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'Informations, sera traitée comme telle et restera soumise aux termes du présent Article, même si certaines Informations prises individuellement relèvent des exceptions précédemment énumérées aux points (i) à (iii). Il en sera de même dans le cas d'Information spécifique qui, au moment de sa divulgation dans le cadre de l'Accord-cadre, est comprise dans des informations générales entrant dans le cadre des exceptions.

- (g) Les Informations (ainsi que toute reproduction) communiquées par l'Acheteur au Titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété de l'Acheteur.
- (h) En aucun cas, la divulgation des Informations dans le cadre de l'Accord-cadre ne peut être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au Titulaire la concession d'un droit de licence ou une promesse de concession de droit de licence par l'Acheteur, pour toute utilisation, y compris industrielle ou commerciale, de ces Informations.
- (i) Le Titulaire s'engage à ne pas déposer de titres de propriété industrielle sur des créations utilisant, intégrant ou mettant en œuvres les Informations.
- (j) Le Titulaire s'interdit toute publication ou communication relative à l'Accord-cadre et ses résultats/livrables sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur. Toute référence publicitaire par le Titulaire à l'Acheteur sera subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Acheteur.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	39/42

- (k) Les obligations du présent article resteront en vigueur pendant la durée de l'Accord-cadre et les dix (10) ans qui suivent le terme de l'Accord-cadre, quelle qu'en soit la cause. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

## 16.2. Traitement des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'IFPEN des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

## 16.3. Déontologie

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent accord-cadre, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent accord-cadre ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à la première demande de l'Acheteur, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent accord-cadre pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation de l'accord-cadre à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à l'Acheteur les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Acheteur les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Acheteur se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent accord-cadre sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	40/42

## 17. RESILIATION

Les modalités de résiliation sont celles prévues aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre serait résilié pour un motif d'intérêt général, compte-tenu de l'absence d'engagement sur un minimum de commandes, aucune indemnité ne serait versée par IFPEN.

### 17.1 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'Acheteur peut pourvoir à l'exécution de la fourniture aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des fournitures réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

### 17.2. Perte d'exclusivité

Le titulaire peut perdre temporairement le bénéfice de l'exclusivité des commandes dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

1. en cas de non-respect des prix de références du bordereau des prix de l'accord-cadre ou des prix des références du catalogue ;
2. si IFPEN est amené à constater, dans le cadre de l'actualisation de la partie catalogue (Cf. article 9.1.6) ou d'un changement de référence (Cf. article 5.2) une incohérence manifeste entre le prix proposé et les prix moyens observés sur le marché économique ou une inadéquation entre le besoin d'IFPEN et le(s) produit(s) nouvellement proposé(s) ;
3. en cas d'arrêt de production/livraison d'un article référencé à l'accord-cadre ;
4. en cas de non-respect des délais de livraison ;
5. en cas d'incapacité technique de répondre aux besoins spécifiques ;
6. en cas de refus par IFPEN du produit de substitution prononcé en application de l'article 5.2 du CCAP.

**Dans l'un des cas de figure mentionnés ci-dessus, IFPEN est autorisé à commander auprès d'un tiers opérateur de son choix. A la suite d'une telle décision, le titulaire ne peut s'estimer soustrait de ses obligations contractuelles. Pour les cas n° 1 et 4, IFPEN se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.**



Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	41/42

## 18. PUBLICITE ET REFERENCES

Le Titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom de l'Acheteur à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les fournitures exécutées pour le compte de l'Acheteur est strictement interdit.

## 19. POUVOIR DE SIGNATURE

Chacune des Parties au présent accord-cadre assure et garantit qu'elle a tout pouvoir pour conclure et signer cet Accord.

## 20. LANGUES

Le présent accord-cadre est rédigé en langue française.

En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul l'accord-cadre et les documents contractuels rédigés en langue française sont considérés comme valables sur le plan juridique.

## 21. NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée.

Dans ce cas les Parties conviennent de chercher une solution permettant de respecter au mieux l'esprit du présent accord-cadre.

## 22. TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

## 23. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité de l'accord-cadre, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	Z0540	458254-25-CFO- RU/SOL	4/7/2025	42/42

En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

## 24. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Nature de la dérogation	Articles CCAP	Articles CCAG-FCS
Ordre de priorité des pièces contractuelles	3.1	4.1
Opération de Vérification	6.1	27.3
Pénalités	13	14
Confidentialité	16	5.1